

Note de lecture, Denis Consigny

[\[Le Pré du Plain, 12/2025, 280 pages\]](#)

Je connais Denis Consigny depuis plusieurs années : nous fréquentons les mêmes cercles (AIRE, MFRB, Convivialistes, Génération libre) qui cherchent à repenser notre société pour un mieux vivre ensemble. J'aime l'humour, l'esprit pétillant de cet ingénieur qui ne cesse de nous prendre par surprise.

Denis a choisi de s'adresser au grand public. En effet, il ne croit plus en la volonté et la capacité de nos élites à mener à bien les réformes indispensables.¹

Le livre a la forme d'un thriller contemporain que j'ai dévoré en 24 heures. Trois parties :

1. L'émergence d'idées dans un groupe d'une trentaine de jeunes.
2. La campagne électorale. Les idées sont approfondies.
3. La mise en œuvre des réformes.

Les passages techniques alternent avec des passages sensibles, poétiques, des jeux de mots...

La lodicuante nous prévient : *parmi les nombreuses mesures disruptives proposées*, le lecteur devrait faire son *tri entre le possible, le souhaitable, l'utopique et le farfelu*, et en débattre avec d'autres. C'est ce que je vais tenter.



Le convivialisme

L'Humanité est aux portes de la barbarie et seul un changement de paradigme, basé par exemple sur les cinq principes du Convivialisme²... peut lui permettre d'échapper au scénario-catastrophe qui s'annonce [Page 86]. La nouvelle société décrite par Denis applique ces principes, aidée en cela par un revenu « suffisant » pour chacun. La délinquance baisse, on ferme des prisons, on réduit les dépenses de sécurité, et, en creux, ce n'est pas explicite, il n'est plus question de dépenses militaires.

Comme lui, j'en rêve. Mais je constate que nos députés, bien payés, ne montrent pas l'exemple de la fraternité ! **Plus le système social est généreux, plus les revendications sont fortes.** Ceux qui ont un certain pouvoir et une relative aisance (aiguilleurs du ciel, régimes spéciaux de retraite...) imposent le maintien de leurs avantages. Pour cela, tous les coups, tous les mensonges sont permis.

Denis, comme le convivialisme, se veut laïc, ouvert aux non-croyants. Le chrétien que je suis s'interroge avec la Bible et ses paradoxes. Dieu permet que Job, un homme juste, soit malmené par « l'adversaire », Satan. *Qui vous a appris à fuir la colère* (le scénario-catastrophe) *qui vient* ? demande Jean-Baptiste aux pharisiens [Mt 3,7]. *Des pauvres, vous en aurez toujours avec vous* [Mt 26,11]. Si le convivialisme est ce que les chrétiens appellent amour, *il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie* (son hubris ?) *pour ceux qu'on aime* [Jn 15,13].

Je cherche des mesures concrètes et réalistes qui soient un progrès dans notre société capitaliste, et non pas une société parfaite.

¹ Moi non plus. Je viens de terminer la lecture de Nicolas Dufourcq, directeur de la banque d'investissement, « La dette sociale de la France, 1974-2024 ». Pour l'écrire, il a interviewé 50 personnalités de premier plan. En creux, par les questions non abordées et des suggestions qui ne sont pas à la hauteur du déficit et de la dette, on perçoit que ces gens-là ne nous sortiront pas de l'impasse dans laquelle ils nous ont mis. Voir ma [note de lecture](#) commentée.

² *Les principes de commune naturalité, de commune humanité, de commune socialité, de légitime individuation, d'opposition créatrice. Ces cinq principes sont subordonnés à l'impératif absolu de maîtrise de l'hubris.*

Dotations en capital

Denis milite activement dans l'Association Intergénérations pour le Capital Universel (AICU). Tous les jeunes qui le souhaitent pourraient demander, à partir de 25 ans, via un acte notarié, 60 000 € à rembourser lors d'un héritage. Le risque pour l'État serait faible (cas d'un patrimoine nul en fin de vie). Cette aide à démarrer dans la vie active, qui en remplacerait d'autres (APL ...), serait bénéfique pour toute la société.

Je doute sur deux points.

1. Cette manne serait-elle efficace pour transformer beaucoup d'« aidés » en « contribuables » ? Il faudrait tester.
2. L'habillage *[avance d'hoirie, page 143]* pour expliquer que ce mécanisme très onéreux n'est pas de même nature que l'endettement habituel de l'État ne me convainc pas. J'y vois une manœuvre pour augmenter la création monétaire, et donc la dette,¹ de 1000 Md€, et éviter d'affronter la réalité : nous vivons au-dessus de nos moyens *[pages 204-205]*.

Je crois davantage dans la taxation du patrimoine pour lutter contre l'héritocratie tout en réduisant la dette.

Appliquer la TVA aux banques d'affaires

Cette TVA remplacerait la « taxe sur les salaires » qui la compense. En effet, avec l'automatisation, cette taxe serait devenue beaucoup plus avantageuse que la TVA.

Le bénéfice de cette mesure n'est pas chiffré. Le calcul serait difficile : quel montant de TVA payée serait déduit de cette nouvelle TVA ?

Les banques de dépôt ne seraient plus assujetties à la taxe sur les salaires, mais seraient aussi exonérées de cette TVA *[pages 220-221]*. La logique m'échappe...

Ce que j'en ai compris, c'est que si la banque d'affaires fait fructifier un capital de 100 € qui devient 110 €, elle aurait à payer 2 € de TVA (20 % de 10 €). Cette ponction retomberait forcément sur le client. Ce que je n'ai pas compris, c'est en quoi elle diffère des ponctions existantes, et notamment du PFU de 30 %. Ne serait-il pas équivalent et moins compliqué de majorer le PFU ?

Ajout du 2/1/2026 : Denis attire mon attention sur les « ventes à soi-même » qui peuvent être utilisées pour maintenir des cours à un niveau élevé (création de valeur artificielle). La TVA serait un moyen d'y remédier.

Supprimer l'accès illimité à internet et à l'IA

Oui, ne rien payer pour accéder à ces services gros consommateurs d'énergie n'est pas sain. Ceci dit, de gros flux de données sont imposés à l'utilisateur : publicités, mises à jour, spam... C'est tout un système, largement financé par la publicité, qui serait à repenser. Comment ?

¹ Considérer que l'argent est une pièce à deux faces, créance et dette, est une excellente approximation pour raisonner juste.

EPR ou accélérateurs de Rubbia ?

Cette question sur la meilleure filière nucléaire me dépasse *[Page 154]*.

J'aurais aimé une critique des subventions ruineuses et multiples (opaques) aux énergies intermittentes, plutôt que de faire allusion à des techniques futuristes ou à des progrès (im)possibles de stockage de l'énergie.

Salaire De Citoyenneté (SDC)

Il est affirmé que seules les personnes antérieurement sans ressources ou celles non ou très peu imposées seraient bénéficiaires nettes du dispositif *[page 113]*. Mais la déclinaison concrète du SDC, une forme de revenu universel, est loin d'être claire, alors que « le diable est dans les détails ».

Il est proposé qu'il remplace non seulement le RSA, mais aussi les réductions de cotisations sur les bas salaires (comme le fait l'impôt négatif proposé par l'AIRE). C'est une simplification souhaitable, mais très complexe techniquement, qui sera mal comprise et donc source de malentendus.

Le mettre au niveau du seuil de pauvreté, ou 650 € pendant deux ans puis 900 € *[page 120]*, n'est pas possible financièrement. L'AIRE propose qu'il soit un peu inférieur au RSA. On ne peut pas augmenter le niveau de vie de millions de personnes et maîtriser la dette. Le livre veut rester simple, il ne décrit pas la partie recettes (devenir de l'IR ?) et ne fait pas de bilan financier.

La question des « perdants » n'est, à juste titre, pas mise en avant : vouloir les éviter, c'est empêcher toute réforme.

L'affirmation que la réforme, dans son ensemble, aboutirait à *un budget en excédent* *[page 163]* n'est pas démontrée. Il me semble qu'il faudrait ajouter des « mauvaises nouvelles » sur des points non explicités pour y arriver.

Taxe de Contrepartie des Patrimoines (TCP)

Ou Taxe de Compensation des Possessions, y compris les crypto-monnaies *[page 255]*.

J'ai compris qu'elle était uniforme, de 1 % dès le premier euro.

Un barème progressif est aussi envisagé *[en note page 270]* : 0 % jusqu'à 100 000 euros par part, 1 % entre 100 000 et 1 000 000 euros, 2% entre 1 et 10 millions d'euros, 3 % entre 10 et 100 millions d'euros, 4 % entre 100 millions et 1 milliard, etc. J'aimerais mieux commencer avec 1 % de 0 à 1 000 000 euros pour un effet de seuil limité à peu de foyers et un impôt universel. Pour les ménages modestes, la taxe sera faible et compensée par le SDC.

Détaxation des successions

Les règles actuelles favorisent des liens familiaux officiels, qui correspondent de moins en moins à la réalité vécue. Elles sont obsolètes. Supprimer les droits de succession *[page 246]* est évidemment une solution radicale.

Comme la taxation des patrimoines est essentielle pour résorber la dette, mais que c'est un sujet sensible, je préférerais maintenir ces droits en sus de la TCP, en alourdisant le barème en ligne directe, et en supprimant les dispositifs permettant d'y échapper (assurances-vie...).

Test dans les DOM-TOM

Pourquoi pas, mais la situation sociale (et la mécanique socio-fiscale, par exemple en Nouvelle Calédonie) y est très différente de la métropole.

Retraites

Il est dit que les retraites sont financées par une part croissante d'emprunts *[page 103]*, Une remarque est faite *[note page 108]* sur une baisse souhaitable de leur niveau. Elles sont réduites du montant du SDC *[page 113]* et semblent donc maintenues à leur niveau actuel.¹ Il est fait allusion à *compléter une trop maigre retraite* *[page 182]*.

Ce n'est qu'à la fin que l'on comprend mieux : *En plus d'avoir vu leur abattement de 10 % pour frais professionnels supprimé en même temps que la plupart des autres niches fiscales, les retraités avaient subi la surimposition de 15 % des parts de leurs pensions dépassant l'ancien SMIC et, les patrimoines croissant avec l'âge jusqu'à 70 ans pour ne décroître que très lentement par la suite, ils étaient particulièrement frappés par la Taxe de Compensation des Possessions* *[page 253]*. ☺

Éducation nationale

L'une des mesures *phares* de la réforme consiste à *multiplier par 1,5 le budget annuel de l'Éducation nationale, c'est-à-dire à le porter de 65 à 100 Md€* *[page 170]*.

Doubler les salaires des enseignants *[page 185]*.

Je ne suis pas du tout d'accord. « Réformer le mammouth » ne se fera pas de cette façon. Une mesure ciblée sur un secteur va laisser croire « qu'il y a de l'argent », et va générer des exigences ingérables dans bien d'autres secteurs (grèves...). Doubler les salaires des enseignants en poste ne va pas augmenter leur efficacité.

Cette suggestion va dans le sens des programmes électoralistes (démagogiques) de la gauche (LFI...) : plus de fonctionnaires, mieux payés et travaillant moins longtemps.

La centralisation de l'éducation nationale produit un nivellation... par le bas. La voie est de décentraliser et d'encourager la diversité de manières de faire.

Remarque similaire pour le doublement des honoraires des médecins *[page 246]*.

Crédit annuel Kwh

Cette idée ne me plaît pas du tout. Avec un crédit uniforme pour tous, elle gomme les besoins nécessairement différenciés (le contraire de la subsidiarité). Imaginer que l'impact de tout achat puisse être évalué en terme de Kwh ou de CO₂ est un délire technocratique. On ne peut pas imposer aux riches de n'utiliser leur aisance qu'à des dépenses « propres ».

¹ Y compris l'anomalie actuelle de l'ASPA : les faibles retraites seront transformées en SDC, quel que soit leur niveau. Avoir travaillé un peu, plutôt que pas du tout, ne rapporte donc rien.

La manière d'inciter à réduire la consommation d'énergie est bien de la taxer davantage, en permettant aux plus pauvres de payer un minimum indispensable grâce à une augmentation (non ciblée sur certaines dépenses) du SDC. On peut aussi augmenter la TVA sur certains biens.

Sobriété gagnante ou compétitivité mondiale ?

Cette question *[pages 130-132]* est redoutable. Merci de l'avoir posée.

Est-il logique d'augmenter le niveau (financier) de vie, et de vouloir encourager la sobriété ?

Le travail n'est pas une valeur... Les vraies valeurs sont la justice et la sobriété [page 140]. Bonne remarque, mais on en fait quoi ?

Le mot justice est source de compréhensions diverses, souvent pour dire que JE suis victime d'une injustice. Son usage est de nature à augmenter les tensions entre les uns et les autres.

Vendre les logements sociaux ?

C'est une mesure paradoxale, puisque le nombre de demandes n'a jamais été aussi élevé.

Qui est propriétaire des logements sociaux ? Combien l'État récupérerait-il d'une vente ? Il semble que cette question soit très complexe, avec des centaines d'organismes aux statuts variés.

La dette

En moins de deux années, nous avons divisé la dette par deux et avons francisé la plus grande partie du reliquat [page 236]. Ce miracle a été obtenu avec la menace d'une faillite de la France : plutôt que de tout perdre, les créanciers étrangers ont vendu à perte... à des banques françaises qui ont profité de l'aubaine *[pages 215-236]*. Ce sont donc les retraités américains qui ont payé la casse, via leurs fonds de pension. On est dans l'utopie d'un thriller qui se termine bien.

Référendum à choix multiple

Un tel outil pourrait améliorer le système électoral, dont on connaît les travers (démagogie, mensonge...). Il s'agirait, de temps en temps, de voter pour des mesures plutôt que pour des personnes ou des partis.

Drogue

Oui, on pourrait essayer d'identifier et réprimer les consommateurs *[page 175 ; 196-197]*. Serait-ce efficace ?

Simplification

Les 360 impôts et taxes sont ramenés à 36, les niches fiscales de 470 à 12 [page 262]. 😊

Conclusion

Le livre de Denis est une tentative pour provoquer une réflexion sur les réformes nécessaires et la manière de les mener. Mais alors que depuis 50 ans, les Français vivent au-dessus de leurs moyens par la dette, il nous laisse espérer que le niveau de vie va augmenter, avec un salaire minimal de 900 € (salaire de citoyenneté) + 1100 € = 2000 € nets pour un temps plein [page 252]. Cet espoir sera forcément déçu. Je crains que ce type d'approche, utopique, ne contribue à augmenter l'insatisfaction, la rancœur, la révolte, la violence.

Le défi qui s'annonce est celui de la solidarité, de la fraternité dans l'épreuve. Il passe par un système socio-fiscal non pas plus généreux (c'est impossible, voir la remarquable [analyse de Guillaume Hannezo](#)), mais simple et compréhensible. Un tel système doit être individuel, linéaire, sans seuils. Un seul objectif par dispositif, un seul dispositif par objectif (importance de mettre en place une « allocation familiale unique »). Ces principes techniques devraient être mieux compris, ils ne sont pas mis en valeur dans le roman.

On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre. Comment faire passer un message d'austérité, et qui plus est compliqué ?